

Je dois ajouter que M. Chrétien s'est appuyé sur les données dont il dispose actuellement et que celles-ci pourraient être modifiées avec la présentation du nouveau budget le mois prochain.

J'espère que le ministre a raison d'être optimiste et que les augmentations, qui ont subi en moyenne une hausse de 25 p. 100, n'excéderont pas 16 p. 100 par rapport au budget de ces deux dernières années.

C'est très inquiétant de constater une augmentation continue des dépenses du gouvernement fédéral dans le cas du PNB, en particulier lorsqu'on se rend compte que les dépenses des administrations provinciales et municipales elles aussi augmentent à un rythme alarmant. De 1949 à 1973, la proportion du PNB dépensée par les trois niveaux de gouvernement est passée de 22.8% à 37.6%, et lorsque nous aurons les chiffres pour les années financières 1974-1975, je crois que nous constaterons que ce pourcentage est encore plus élevé.

Il incombe à chacun de nous de prêcher la modération dans les dépenses pour ces sources de grande inflation, de chômage élevé et de perte possible de marchés étrangers.

(Sur la motion du sénateur Flynn, le débat est ajourné.)

L'UNION INTERPARLEMENTAIRE

RÉUNIONS DE PRINTEMPS À COLOMBO, SRI LANKA

L'honorable Frederick William Rowe ayant donné préavis:

Qu'il attirera l'attention du Sénat sur les réunions de printemps de l'Union interparlementaire tenues à Colombo, Sri Lanka, du 31 mars au 5 avril 1975, et, en particulier, sur les discussions et les délibérations des réunions et la participation de la délégation du Canada; et sur la visite de la délégation parlementaire canadienne au Pakistan, du 7 au 11 avril 1975.

—Honorables sénateurs, pour calmer toute appréhension de votre part, je me hâte de vous dire que je n'ai pas l'intention de vous faire un récit de voyage. Comme les honorables sénateurs le savent sans doute, j'ai été invité à représenter le Sénat au sein de la délégation parlementaire canadienne à la réunion de printemps de l'Union interparlementaire tenue à Colombo, Sri Lanka, lieu que nous, les anciens, connaissons mieux sous le nom de Ceylan—nom, soit dit en passant, qu'on emploie encore et qui est tout à fait acceptable au Sri Lanka, comme j'ai pu le constater au cours d'entretiens avec le premier ministre et d'autres personnes. Ils n'ont absolument aucune objection à ce qu'on emploie le nom «Ceylan».

Je mentionnerais, en passant, que la même délégation fut invitée par le Parlement, et je le suppose, par le gouvernement du Pakistan, à visiter ce pays entre les 7 et 11 avril, ce que nous avons fait. A titre de représentant du Sénat au sein de cette délégation pour ces deux visites, je me dois de vous présenter un bref rapport qui consistera surtout en impressions glanées, non seulement à ces conférences mais aussi aux conférences internationales antérieures de l'UNESCO et de l'Union interparlementaire. J'ai en outre profité de l'occasion pour visiter d'autres pays, dix en tout, en rentrant du Pakistan, au Canada.

Les principaux sujets discutés à la conférence de Colombo au printemps étaient les suivants:

(1) Le désarmement, surtout à l'égard des armes nucléaires et chimiques, et la relation entre la planification militaire et la possibilité, très réelle, sinon déjà la réalité de changements dans le climat et l'environnement;

[Le sénateur Sparrow.]

(2) Les droits de l'homme en général et plus particulièrement la participation des électeurs au processus parlementaire; le rôle du Parlement dans la défense des droits de la femme, ainsi que le rôle de l'Union interparlementaire dans la lutte contre la cruauté, les actes inhumains et dégradants, qu'on englobe parfois dans un seul mot, la torture.

C'est là chose inquiétante à mon avis, un phénomène qui se répand de plus en plus depuis quelques années, qui n'est pas restreint uniquement aux pays dont les gouvernements sont à notre avis dictatoriaux ou oligarchiques.

● (1440)

L'article 3 à l'ordre du jour portait sur la coopération économique et le 4^e, sur les techniques scientifiques modernes pour l'avancement de l'éducation.

Nous savons tous ici, bien entendu, que l'Union interparlementaire n'a pas de pouvoirs exécutifs internationaux et ne peut empiéter sur les droits et prérogatives des Parlements souverains qui la composent. Les sénateurs savent également que l'on a souvent reproché à l'Union de n'être rien d'autre qu'une association organisant des conférences. Compte tenu de l'histoire de l'Union, cette critique n'a pas sa raison d'être, selon moi. Le fait est que l'Union se compose de 75 Parlements du monde. Ces Parlements envoient constamment des délégations, composées souvent de parlementaires et d'hommes d'État réputés et distingués, chargées de participer aux diverses conférences. Ainsi, j'ai moi-même rencontré à ces conférences, parmi les délégués américains—je devrais peut-être signaler que les États-Unis envoient invariablement des délégations considérables, composées de quelques-uns de leurs parlementaires les plus distingués—des hommes du calibre du sénateur Taft. Mon ami, le sénateur Macnaughton, doit se souvenir qu'à Rome, il y avait avec nous le sénateur Taft, le sénateur McIntyre, des hommes de la trempe de l'ancien sénateur Claude Pepper, maintenant le représentant Claude Pepper, d'autres du calibre du représentant McClory de l'Illinois, qui est probablement un des hommes qui exercent l'influence la plus considérable à la Chambre des représentants des États-Unis. Je vous signale cela pour montrer que les Parlements qui font partie de l'Union prennent l'Union au sérieux.

Il est vrai que l'Union n'a pas de pouvoirs exécutifs, mais les délégations présentent à leurs Parlements respectifs, et indirectement, je suppose, à leurs gouvernements respectifs, les opinions et impressions qu'elles ont recueillies lors de leurs entretiens avec d'autres parlementaires. En outre, les résolutions adoptées lors des séances de l'Union interparlementaire ont invariablement une influence morale sur la façon de penser et les modes de planification des pays dont les Parlements font partie de l'Union. Ainsi, le sénateur Macnaughton, le sénateur Eudes et deux ou trois sénateurs, qui étaient à Rome il y a deux ans, se souviennent sans doute que l'un des plus importants sujets discutés alors fut l'usage et le problème des drogues, notamment les méthodes employées par les divers pays pour remédier au problème de la marijuana. Ce n'est pas simplement le fait d'une coïncidence si au cours des deux ans et demi écoulés depuis cette conférence, bon nombre de pays et d'État ont modifié et humanisé—j'emploie ce mot de propos délibéré—leurs lois sur l'usage de la marijuana. A mon avis, ces changements, cette approche plus humaine du problème sont en grande partie attribuables aux débats que l'Union interparlementaire a tenus sur la question des drogues à Rome, il y a deux ans et demi.